

Ces élus revendiquent le droit de ne pas être apparentés

ATH Des élus non étiquetés entendent se regrouper afin de pouvoir peser au sein des intercommunales

En Wallonie picarde, la campagne des élections communales du 14 octobre a vu fleurir de très nombreuses listes citoyennes dont certaines ont réussi à bousculer les partis traditionnels en obtenant d'excellents scores. Ce fut notamment le cas dans le Val de Dendre où des personnalités politiques telles que Marc Duvivier (Ath), Isabelle Privé (Lessines) ou encore Jean-Yves Sturbois (Enghien) ont choisi pour diverses raisons de prendre leurs distances avec les formations « classiques ».

A la veille de l'installation des nouveaux conseils communaux programmée ce lundi, la question de l'apparementement va forcément se poser pour ces candidats qui ont fait le choix de ne plus être inféodés à un quelconque groupe politique ni à des modes de gouvernance avec lesquels ils ne sont plus en

phase.

Pour rappel, l'apparementement correspond à la possibilité qu'à chaque élu de se rattacher à un parti politique qui peut être différent de celui dont il a défendu les couleurs en vue du retour aux urnes. Cette décision, rien ne l'oblige à la faire connaître lors de sa prestation de serment mais au plus tard le 1^{er} mars 2019 lorsque seront répartis les postes représentatifs au sein des intercommunales.

Cette répartition s'effectue au prorata des apparementements mais depuis la fin des années 2000, une alternative qui est celle du regroupement s'offre aux mandataires non étiquetés de pouvoir malgré tout siéger au sein de ces différents organes censés contribuer au bon fonctionnement des communes.

Les leaders des mouvements précités (Liste Athoise, Soci@libre, Enghien en

Mouvement) entendent bien profiter de cette possibilité que leur permet le décret de 99, lequel a été adopté pour mettre fin à la surreprésentation inégalitaire des partis nationaux dans les instances en question. Ils sont décidés à unir leurs listes respectives et à convaincre les autres mouvements citoyens du Hainaut occidental de les rejoindre.

« L'objectif est de faire en sorte que les candidats d'ouverture ainsi que ceux

issus des listes citoyennes et du bougmestre puissent avoir un poids et leur mot à dire dans les intercommunales et les autres institutions afin de représenter plus démocratiquement le choix de l'électeur », commentent les initiateurs de cette dynamique à laquelle adhère également l'ex-conseillère PS Cécile Cuvelier (Silly) qui, voici quelques mois, a claqué la porte de son parti. ■

BRUNO DEHENEFFE